Parti communiste chinois

Changement de garde

ANALYSE

8 NOVEMBRE | OUVERTURE DU 18E CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Enrichissez-vous et taisez-vous ! Tel aura été, depuis les années 1990, le principe du Parti, qui doit renouveler ses instances dirigeantes. Mais plus personne n'est prêt à se taire en Chine et la nécessité de réformes politiques fait désormais consensus

ANDY WONG/AP

Xi Jinping
Futur président de la République
59 ans. Actuel vice-président, il remplacera Hu Jintao non seulement à la tête du PCC mais aussi au poste de président de la République. Il est considéré comme le chef de file du **Parti des princes héritiers** (« Taizidang »), qui rassemble les descendants des révolutionnaires historiques, l'aristocratie rouge. Il est cependant l'homme du consensus entre toutes les factions et les groupes d'intérêts. Fils d'un révolutionnaire historique limogé par Mao, Xi Zhongxun, il appartient à la génération des « zhiqing », les jeunes instruits envoyés par le Grand Timonier à la campagne durant la Révolution culturelle. Il est marié à Peng Liyuan, une chanteuse de l'armée très connue en Chine **(à droite sur la photo)**.

Li Keqiang
Futur premier ministre
57 ans. Actuel vice-premier ministre, ce proche du président Hu Jintao, qui est entré au comité permanent du bureau politique en 2007, doit remplacer en mars 2013 le premier ministre Wen Jiabao. On le présente volontiers comme appartenant à la **Faction de la Ligue** (« Tuanpai »), qui regroupe ceux dont la base du pouvoir est la Ligue de la jeunesse communiste, proche du président Hu Jintao **(à gauche)**.

Les défis de Xi Jinping et Li Keqiang
Répondre aux attentes de la communauté internationale sur le rôle de la diplomatie chinoise.
Rééquilibrer un modèle économique tourné vers les exportations et générateur d'inégalités et d'atteintes à l'environnement.
Gérer les contestations de plus en plus fortes de la société.
Mettre en œuvre des réformes politiques acceptables aux yeux de l'opinion publique.

Hu Jintao
Actuel secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) et président de la République
69 ans. Appartenant à la quatrième génération des dirigeants chinois, il a prôné durant son mandat (2002-2012) une « société harmonieuse », *(hexie shehui)*, une tentative pour concilier socialisme à la chinoise et valeurs traditionnelles du néoconfucianisme **(à droite sur la photo)**.

Wen Jiabao
Actuel premier ministre
70 ans. Souvent surnommé Grand-père Wen pour son souci affiché des couches les plus défavorisées et des victimes lors des catastrophes naturelles. A la fin de son mandat, il a tenté de remettre en avant les réformes politiques **(à gauche)**.

REUTERS

Bilan des années Hu Jintao et Wen Jiabao
Aspects positifs
Croissance économique et stabilité politique.
Place internationale de la Chine.
Organisation des Jeux olympiques de Pékin de 2008.
Aspects négatifs
Renforcement de la répression et du poids des appareils de sécurité.
Inégalités croissantes et montée des protestations.
Modèle économique à bout de souffle.

Brice Pedroletti
Pékin, correspondant

Sorte de primaires communistes à huis clos dont les résultats sont décidés par avance, le congrès du Parti communiste chinois (PCC) s'expose à une comparaison délicate en ouvrant le 8 novembre, deux jours après l'élection américaine : les Chinois n'ont pas voix au chapitre. Leur exclusion du processus de décision n'empêche toutefois pas que la transition au sommet qui va être entérinée capte toute leur attention.

C'est la première fois, d'une part, que le candidat désigné pour être secrétaire général n'a pas été choisi par un père fondateur du régime, comme Deng Xiaoping pour Jiang Zemin et Hu Jintao. D'autre part, ce rituel de la succession intervient alors que les appels aux réformes politiques n'ont jamais été aussi pressants. Malgré sa capacité d'adaptation et son appareil de contrôle très sophistiqué, le PCC est confronté à une crise de légitimité : les défis s'accumulent, les critiques sont virulentes, et la crédibilité de la lutte anticorruption est largement entamée.

Le changement de garde de novembre doit conduire au renouvellement des instances dirigeantes du Parti, dont le collectif suprême, le comité permanent. Seuls deux de ses membres actuels, Xi Jinping et Li Keqiang, seront reconfirmés : dauphins désignés, ils accéderont en mars 2013, lors de la session parlementaire chinoise, au poste de président et de premier ministre de la République populaire.

Les partenaires pressentis de MM. Xi et Li au sein de ce cénacle font l'objet de spéculations intenses dans les milieux avertis. L'une des surprises du 18e congrès pourrait être la réduction du comité permanent à sept sièges, contre neuf actuellement. *« Le système à neuf membres était une anomalie, due à la décision de dernière minute de Jiang Zemin au 16e congrès, en 2002, de vouloir placer au comité permanent deux de ses proches, Jia Qinglin et Huang Ju*, explique Willy Lam, professeur à l'université chinoise de Hongkong. *La tradition était de cinq ou sept membres, ce qui facilite la discussion et accélère la prise de décision »*. En outre, la responsabilité des départements de la propagande, et de la sécurité publique (qui inclut la justice), serait dévolue à des membres de l'instance en dessous du comité permanent, le bureau politique, ce qui permettrait d'éviter d'en faire des fiefs aux mains de ceux qui les contrôlent. Leurs responsables actuels au comité permanent, Li Changchun et Zhou Yongkang, sont tous deux *« les plus impopulaires »* des dirigeants chinois, d'après M. Lam.

Les espoirs de changements que suscite « l'alternance » à venir existaient aussi en 2002, au moment de la passation de pouvoir entre Jiang Zemin, associé à la répression du mouvement de Tiananmen en 1989, et le tandem Hu Jintao-Wen Jiabao, qui tenta de limiter les dérèglements de l'économie de marché par davantage de justice sociale. Les efforts de construction d'un Etat de droit ont redoublé, mais ont pour limite le monopole du pouvoir exercé par le Parti sur la justice. Ainsi, les avocats chinois, animateurs du mouvement de défense des droits, sont persécutés.

Cette fois, c'est l'urgence de réformes politiques qui occupe les esprits, et le premier ministre Wen Jiabao s'en fait l'écho depuis 2010 en des termes étonnamment explicites. La « réforme politique » est une expression galvaudée dans le jargon du Parti – elle désigne souvent des réformes administratives – mais elle sous-entend aussi une démocratisation contrôlée du régime, dans l'esprit des réformes lancées par les dirigeants des années 1980, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, auxquelles la répression de 1989 a coupé court.

Malgré sa capacité d'adaptation et son appareil de contrôle très sophistiqué, le PCC est confronté à une crise de légitimité

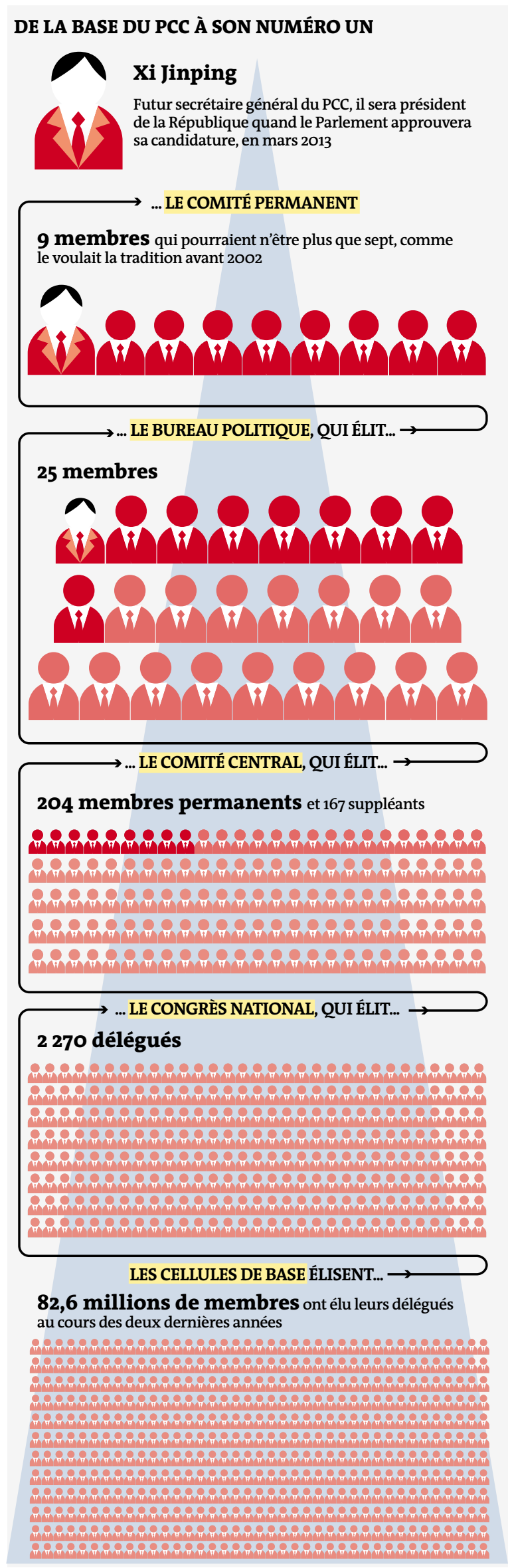
« Les trente années de réformes et d'ouverture qu'a alors connues la Chine ont conduit à un écart important entre le développement économique et le système politique. C'est une contradiction, estime l'économiste Mao Yushi, connu en Chine pour ses livres sur l'économie de marché et ses prises de position en faveur de la libéralisation politique. *Tous les problèmes que l'on a dans l'économie sont dus au retard du système politique. C'est l'avis de la plupart des gens. Et je pense donc qu'on est à l'aube d'un moment où les réformes sont devenues incontournables. »*

Ce même sentiment a plusieurs fois refait surface ces dernières semaines dans la presse officielle. Ainsi, une tribune publiée par *Qiushi* (traduisez littéralement « la quête de la vérité »), le magazine du comité central, exhortait, le 16 octobre, à *« faire progresser énergiquement la restructuration du système politique »*. Elle prévenait que la Chine était à un *« tournant historique »*, où *« rester sur place ou bien faire marche arrière ne sont pas une option »*.

Début septembre, Deng Yuwen, le rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire de l'Ecole centrale du Parti, *Xuexi Shibao* (« Etudes »), avait dressé un bilan sévère de l'administration sortante. Parmi les dix problèmes qui nécessitent une solution urgente de la part des nouveaux dirigeants, il signale que *« les systèmes moraux et idéologiques établis durant la période révolutionnaire sont au bord de l'écroulement »*, à un moment où *« règne la poursuite du profit sans aucune norme morale »*. *« Les réformes politiques et la démocratisation sont loin de répondre aux attentes du public »*, constate-t-il.

Selon lui, le problème le plus important et le plus pressant auquel est confronté le Parti est… une *« crise de légitimité »*, en raison de son incapacité à remédier *« à l'écart croissant entre riches et pauvres »* ainsi qu'à *« la corruption »*. *« L'essence de la démocratie,* poursuit-il, *c'est la manière de restreindre le pouvoir du gouvernement. C'est la raison pour laquelle la Chine d'aujourd'hui a tant besoin de démocratie. Le monopole du pouvoir sans poids et contrepoids est à l'origine d'un grand nombre de problèmes sociaux. »* L'exposé de Deng Yuwen a fait grand bruit en Chine et a fini par être censuré après avoir été repris par le site Caixin, l'un des médias les plus influents du pays. ►►►

DE LA BASE DU PCC À SON NUMÉRO UN



INFOGRAPHIE *LE MONDE*

Les membres pressentis pour le comité permanent du Parti

Wang Qishan
Parti des princes héritiers
64 ans. Vice-premier ministre, il a été responsable des négociations avec les Etats-Unis sur les dossiers économiques.

Liu Yunshan
Faction de la Ligue
65 ans. Responsable du département de la propagande, qui contrôle étroitement la presse et Internet.

Li Yuanchao
Faction de la Ligue
61 ans. Responsable du département de l'organisation, qui gère les carrières des membres du Parti communiste chinois.

Zhang Dejiang
Parti des princes héritiers
66 ans. Secrétaire général du PCC à Chongqing, métropole du Sud-Ouest, et vice-premier ministre. Il a étudié en Corée du Nord.

Zhang Gaoli
Proche de l'ancien président Jiang Zemin
66 ans. Chef du PCC à Tianjin, port à l'est de Pékin.

Wang Yang
Faction de la Ligue
57 ans. Secrétaire général du PCC de la province méridionale du Guangdong. Il est considéré comme un réformateur.

Liu Yandong
Faction de la Ligue
66 ans. Seule femme du bureau politique où elle est entrée en 2007, elle est appuyée par Hu Jintao, un allié de longue date.

▶▶▶ *« On peut dire que la nécessité de réformes politiques fait désormais consensus en Chine*, estime l'intellectuel Xiong Peiyun. *Mais le peuple ne peut pas faire exécuter sa volonté. L'ouverture de la Chine au monde, ou du monde à la Chine, c'est bien beau, mais le problème, c'est l'ouverture de la Chine sur elle-même ! »*, ironise-t-il, en faisant allusion au verrouillage du système politique, qui ne tolère aucune concurrence. Le contrat post-Tiananmen, c'est-à-dire le tout-économique contre l'abstention politique, aussi traduit par la formule *« Enrichissez-vous et taisez-vous ! »*, est aujourd'hui largement caduc. L'insécurité juridique, économique et environnementale due au mode de gouvernance chinois est mal ressentie par la population. Plus personne, d'ailleurs, n'est prêt à se taire en Chine : la blogosphère est devenue le vrai petit royaume de l'opinion publique que les autorités, à défaut de pouvoir la museler, doivent tolérer. La question n'est pas *« un trop gros Etat »* face à trop peu de marché, ou de société, poursuit l'intellectuel Xiong Peiyun, c'est *« un trop grand parti »*. C'est ce qui explique l'impuissance de Wen Jiabao : celui-ci, en tant que chef de gouvernement, a un pouvoir extrêmement limité.

Avec ses millions de cellules de base, ses directives secrètes, l'allégeance que toute administration doit lui prêter, le Parti a créé un mode de gouvernance extrêmement efficace quand il s'agit de remplir des objectifs. Par nature non discutable, partiellement opaque et supra-légal, il favorise toutes les dérives.

Pourtant, le PCC s'est largement modernisé, comme le décrivent Mathieu Duchâtel et Joris Zylberman dans un excellent ouvrage sur le sujet, *Les Nouveaux Communistes chinois* (Armand Colin, 288 p., 22 €). *« Il a entrepris d'adapter sa structure à un environnement social et international nouveau, tout en réformant son rapport à la société chinoise »*, expliquent les auteurs, l'un chercheur, l'autre journaliste, basés à Pékin. Il n'en demeure pas moins que ses stratégies agressives de cooptation ont construit *« un environnement où les bénéfices de la docilité politique surpassent clairement les coûts de la dissidence »*.

Il faut croire que cela ne suffit plus. L'affaire Bo Xilai y est sans doute pour quelque chose. Elle a mis en lumière l'impunité et les prédations d'un haut dirigeant du régime – Bo Xilai, qui est en attente de jugement pour corruption massive et abus de pouvoir, est un « prince rouge », le fils d'un compagnon de Mao. Elle *« braque une lumière crue sur la nécessité de réformes politiques »*, écrit dans un éditorial Hu Shuli, la rédactrice en chef du site Caixin, le 11 octobre. *« La vraie leçon que nous pouvons tirer de ce cas est qu'il faut agir, et le plus vite possible »*, poursuit Mme Hu, tête de file du courant libéral dans la presse chinoise.

Si nombreux sont ceux qui parlent en Chine de réformes, leur nature est peu débattue. Le sujet reste tabou. Dans son exposé, Deng Yuwen, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Xuexi Shibao*, propose de mettre en place au plus vite de vraies élections locales. Il affirme toutefois que le suffrage universel n'est ni réaliste, ni souhaitable, à ce stade en Chine – ce qui lui a valu d'ardentes critiques sur Internet. Dans les milieux pro-démocratie, l'optimisme est modéré : *« Le PCC n'a pas pour objectif les intérêts du peuple. Les gens le savent. Et le PCC ne peut pas se changer lui-même »*, explique l'économiste Mao Yushi. *« La réforme, ça veut dire à terme abandonner le système de parti unique. Même s'il y avait en Chine quelqu'un comme Chiang Ching-kuo* [le fils de Chiang Kai-shek, qui a toléré à partir de 1986 les prémisses de la démocratisation à Taïwan]*, il n'aurait pas assez de poids pour imposer une réforme. L'obstacle, ce sont les groupes d'intérêts. Il faut une force extérieure au Parti pour le forcer à évoluer »*, poursuit cet octogénaire très écouté.

> **« L'ouverture de la Chine au monde, ou du monde à la Chine, c'est bien beau, mais le problème, c'est l'ouverture de la Chine sur elle-même ! »**
>
> **Xiong Peiyun**
> intellectuel chinois

Quel modèle inspire Xi Jinping, le futur numéro un chinois ? Le *Xuexi Shibao* a publié, le 23 octobre, une longue chronique du professeur Song Xiongwei sur la manière dont le People's Action Party (PAP), le parti au pouvoir à Singapour, fondé par Lee Kuan Yew il y a un demi-siècle, gouverne la ville-Etat. *« La raison pour laquelle le Parti se maintient au pouvoir est liée aux réformes qu'il a entreprises sur lui-même dans les domaines de la politique, de l'économie et de la gouvernance sociale. Et surtout à la méthode utilisée pour aboutir à un gouvernement mû par la notion de service public »*, y lit-on.

Le modèle singapourien a toujours été vu d'un bon œil par les dirigeants communistes. En 2008, l'Ecole centrale du Parti, dont Xi Jinping est alors le président, y a ainsi envoyé un groupe d'études qui relate dans son hebdomadaire les acquis de son séjour. Le groupe *« éprouve envers la cité-Etat une admiration sans bornes »*, note alors le chercheur Mathieu Duchâtel, dans la revue *Perspectives chinoises*. *« Les Chinois*, constate-t-il, *sont favorablement impressionnés par la séparation limitée des pouvoirs mis en place à Singapour »*. Les petits partis singapouriens permettent, à leurs yeux, de *« satisfaire le désir de la population d'opérer un certain contrôle sur l'exercice du pouvoir par le parti majoritaire, en créant un canal pour que la population exprime ses insatisfactions envers le parti majoritaire et, ainsi, diminue sa colère envers ce parti »*. L'Ecole du Parti se penche également sur la manière dont Singapour *« a résolu le problème de la corruption des officiels sans avoir recours ni à la démocratie, ni au contrôle par une presse à l'affût de tout scandale »*, ajoute le chercheur.

Le modèle d'autoritarisme modéré de la cité-Etat est-il applicable au continent chinois ? La proposition vaut qu'on s'y intéresse. ■

Brice Pedroletti

Les tribuns du Net, le vice-premier ministre et… Tocqueville

Sphère libre des idées, la blogosphère occupe la Toile pour repenser la Chine, malgré la censure du régime

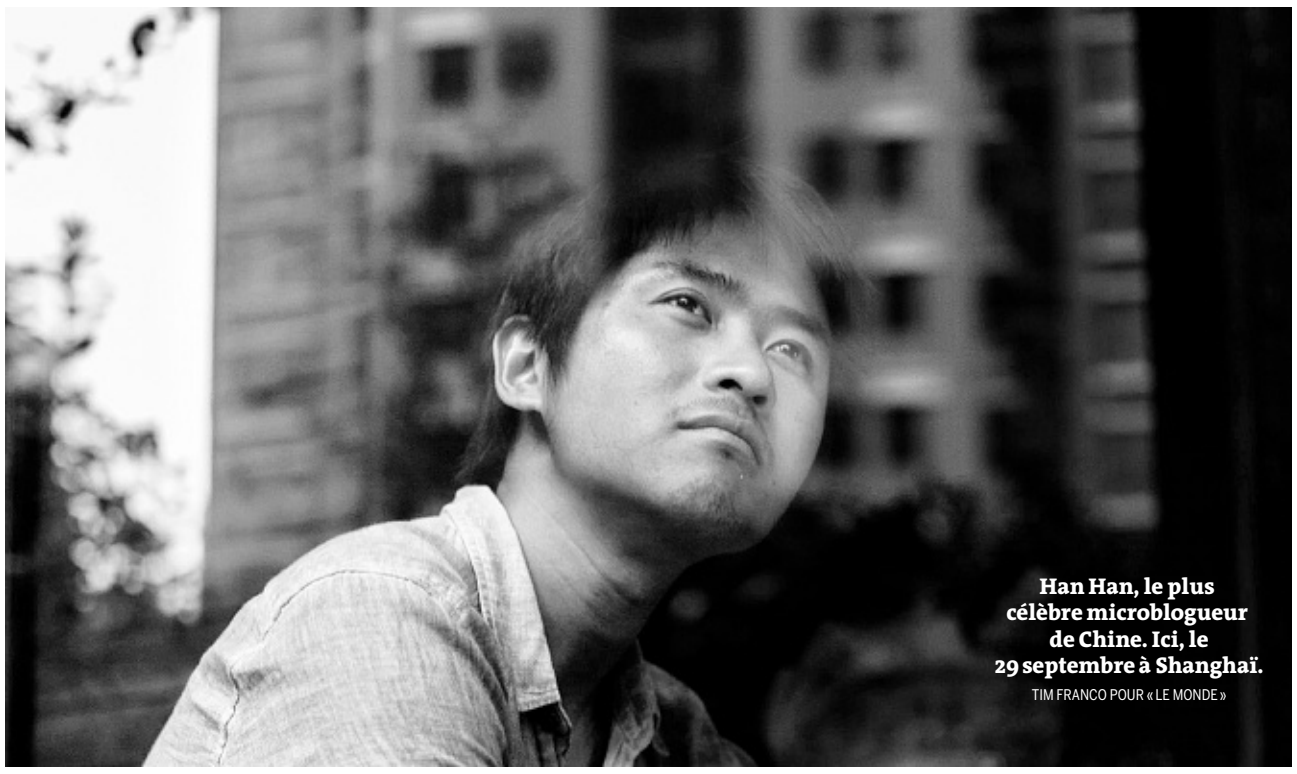
Pékin, correspondant

C'est une république des esprits, ouverte aux idées du monde, avec ses tribuns et ses citoyens du Net. Et elle mène le siège d'un monde politique chinois qui vit en autarcie intellectuelle, retranché dans une forteresse aux allures d'usine à gaz idéologique. Au point que, signale l'intellectuel Xiong Peiyun, on assiste dans la sphère libre des idées à une sorte de concours entre *« ceux qui prônent des réformes et ceux qui prônent la révolution »*. Ce pourrait être une boutade, ce n'en est pas une. Pour preuve, nous dit ce professeur d'université qui a étudié en France, le cas de Han Han, le plus célèbre microblogueur de Chine (il a plus de 7 millions d'abonnés), qui s'est retrouvé sous le feu des critiques des internautes fin 2011 après avoir écrit que… *« la révolution n'était pas la meilleure option pour la Chine »*.

Xiong Peiyun, qui s'exprime aussi sur son blog, est d'abord connu pour ses livres. L'un d'entre eux, publié en 2007, s'intitule *Sixiang guo*, ou *La République des esprits* – le titre est un hommage à *Quatrevingt-Treize*, de Victor Hugo. C'est une réflexion sur *« comment construire une nouvelle Chine qui soit humaine, tolérante, progressiste et où tout le monde peut penser librement »*, explique-t-il. L'ouvrage a été réédité cette année en Chine et, dans la préface, Xiong Peiyun y médite sur les parallèles entre la Chine d'aujourd'hui et la France telle qu'Alexis de Tocqueville l'a décrite en 1856 dans *L'Ancien Régime et la Révolution* (réédité en 1985 chez Folio Histoire). La France de l'après-1789, où les lendemains qui chantent ne sont pas au rendez-vous et où tout est encore à construire. Mais aussi celle qui précède la Révolution : Xiong Peiyun voit une *« ressemblance dans la psychologie »* entre les Chinois d'aujourd'hui et ces Français qui, sous Louis XVI, ont bénéficié de réformes limitées, vivaient dans une société relativement riche et ouverte, plus librement que les générations précédentes – et assez, justement, pour *« trouver leur situation insupportable »*.

Contre toute attente, *L'Ancien Régime et la Révolution* est un livre très en vogue en Chine. Il a d'abord circulé parmi les intellectuels, avant de pénétrer… le cercle fermé du pouvoir suprême. Sur le site Dangdang, la première librairie en ligne chinoise, l'essai de Tocqueville est même présenté avec les slogans publicitaires suivants : *« Le livre que recommande fréquemment le vice-premier ministre Wang Qishan ! Le livre en vogue au sein de la haute direction de Pékin ! »*. Ces phrases sont même imprimées sur le ticket de caisse à l'achat de l'ouvrage. Wang Qishan fait partie de ceux qui sont pressentis pour accéder au comité permanent, le collectif dirigeant suprême du Parti, lors du 18e congrès, début novembre.

De tous les enseignements que peut tirer un dignitaire du régime sur la France des Lumières, le chapitre que Tocqueville consacre aux intellectuels ne sera sans doute pas passé inaperçu, tant il semble correspondre à la Chine d'aujourd'hui : *« Comment des hommes de lettres qui ne possédaient ni rang, ni honneurs, ni richesses, ni responsabilités, ni pouvoir, devinrent-ils, en fait, les principaux hommes politiques du temps, et même les seuls, puisque, tandis que d'autres exerçaient le gouvernement, eux seuls tenaient l'autorité ? »*.



Han Han, le plus célèbre microblogueur de Chine. Ici, le 29 septembre à Shanghaï.
TIM FRANCO POUR « LE MONDE »

Car l'autorité en Chine, ce sont eux, les tribuns du Net. La crise de confiance vis-à-vis du pouvoir est telle que tout ce qui est « officiel » est systématiquement décrié et mis en doute : de l'affaire Bo Xilai à l'écroulement d'un pont autoroutier à Harbin en août, les internautes ne cessent de douter de la parole officielle. Dans le régime communiste, les dirigeants débattent entre eux et en secret mais jamais en public, ils ne s'expriment sur aucun sujet de société, et lorsqu'ils prennent la parole, ils utilisent un langage codé, un marxisme-léninisme aggloméré de tous les apports successifs des dirigeants chinois depuis Mao.

Au propre et au figuré, le terrain est occupé par les tribuns du Net. Quand, en 2011, Qian Yunhui, un chef de village du Zhejiang (sud-est de la Chine), qui se battait contre les expropriations, est retrouvé sous les roues d'un camion, décapité, les explications officielles évoquant un accident ne parviennent pas à calmer la fureur de la blogosphère. Plusieurs tribuns, dont l'académicien Yu Jianrong (1,4 million d'abonnés sur son microblog Weibo) et l'avocat Xu Zhiyong, se rendent sur place. Ils n'auront pas les moyens de mener une véritable enquête, mais ils seront écoutés.

On trouve parmi les tribuns du Net des *gongzhi* (« intellectuels publics ») – la notion a été popularisée par l'hebdomadaire libéral *Nanfang Renwu Zhoukan*, qui organise depuis 2004 un palmarès annuel des cinquante intellectuels les plus influents de Chine –, mais pas seulement. Blogueurs (tel Li Chengpeng, 6,5 millions d'abonnés), universitaires (He Weifang, 660 000 lecteurs), écrivains (Murong Xuecun, 2,5 millions d'abonnés à Weibo), journalistes d'investigation (Wang Keqin, 350 000), lanceurs d'alertes ou… patrons du privé (le magnat de l'immobilier Ren Zhiqiang, 10 millions d'abonnés) se sont taillé une renommée sur le marché en ligne des idées. Leur crédibilité fluctue au gré de leurs engagements et des thèmes en vogue. Elle est parfois, mais pas obligatoirement, inversement proportionnelle à la censure dont ils peuvent faire l'objet. Ainsi, le plasticien Ai Weiwei est banni des réseaux sociaux par le pouvoir mais sa popularité est au zénith.

> **« Tant qu'il n'y a pas de liberté de se regrouper, on ne peut pas dire qu'on est une force »**
>
> **Ran Yunfei**
> intellectuel chinois

Combien sont-ils au sommet du hit-parade des idées ? Le taux de rotation est élevé. *« Pour nous, sécurité publique, il n'y a pas plus de 200 intellectuels dans ce pays qui s'opposent au Parti communiste et sont influents. Si les autorités centrales considèrent qu'il y a péril en la demeure, on peut tous vous capturer en une seule nuit et vous enterrer vivants »*, avait fanfaronné un agent lorsque l'écrivain Yu Jie était tombé aux mains de la police politique. Il avait alors été emmené dans un endroit isolé, déshabillé et battu, la veille de la cérémonie de remise du prix Nobel à son ami Liu Xiaobo en 2010. A son arrivée en exil aux Etats-Unis début 2012, Yu Jie a raconté l'épisode et évoqué la menace qui lui avait été proférée d'être lui aussi enterré vivant. L'expression est aussitôt apparue sur la Toile chinoise, où les internautes se sont amusés à rechercher qui, parmi les tribuns, auraient les honneurs d'être enterré vivant.

Etre tribun du Net n'est pas de tout repos. Ran Yunfei, un intellectuel de Chengdu, capitale de la province du Sichuan (centre-ouest), qui écrit sur les entreprises de « lavage de cerveau » dans l'éducation chinoise, en est à sa troisième génération d'avatars en ligne, car la censure le talonne. Il a passé six mois en détention l'an dernier. *« La dictature mine la confiance et la paranoïa règne parmi les intellectuels : on m'accusait d'être un espion avant mon arrestation ! »*, explique-t-il. Il y a de tout, dit-il, parmi les personnalités influentes du Web, *« des durs, des mous, des plus ou moins censurés »*. *« Le problème, c'est que tant qu'il n'y a pas de liberté de se regrouper, on ne peut pas dire qu'on est une force. Dès qu'on s'organise, la répression s'intensifie »*, ajoute-t-il. Quand nous le rencontrons en septembre à Chengdu, Ran Yunfei arbore un tee-shirt avec les caractères *zi you* (« liberté »), imprimé lors de la cinquième édition de la Conférence des blogueurs chinois, à Lianzhou (province de Guangdong, sud du pays), en 2009. Ce fut la dernière. Celles qui auraient dû suivre ont toutes été interdites… ■

B. Pe.

Chaque samedi
sur France Info à 8h25
GÉO ET POLITIQUE
Analyse et décryptage
des enjeux internationaux
de la semaine à venir
avec
Le Monde GÉO&POLITIQUE
france info
franceinfo.fr